ILS SONT QUATRE À PORTER LA DOUBLE CASQUETTE

Ces ministres chefs de partis

Concilier l'action gouvernementale, dont ils ont la lourde charge, et l'activité proprement partisane, telle est la difficile équation à laquelle sont confrontés pas moins de quatre leaders politiques figurant dans le staff gouvernemental à la faveur de la nouvelle équipe nommée au tout début du mois en cours.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Un «phénomène» loin d'être nouveau puisque tant de chefs de parti ont eu à exercer par le passé bien des responsabilités gouvernementales, à l'image, notamment, de Belkhadem, Ouyahia et Soltani, les deux premiers ont eu même à se relayer à deux reprises à la tête de l'Exécutif.

A la seule différence, et de taille, que le FLN et le RND font office, principalement pour le FLN, de véritables machines administratives.

Car pour Amar Ghoul, Amara Benyounès, Mohand Oussaïd Belaïd et Belkacem Sahli, respectivement présidents du TAJ, du MPA, du PLJ et de l'ANR, leur double casquette, puisqu'ils sont collègues au sein de l'équipe Sellal, relève d'une véritable gymnastique.

Et concernant le parti de Ghoul, le congrès constitutif est prévu pour le week-end prochain.

Ce qui fait que le dissident du MSP, qui a préféré voler de ses propres ailes au lendemain des dernières législatives, est astreint à un agenda journalier des plus chargés. «Il lui arrive souvent de venir au siège national du parti directement du ministère pour n'en ressortir que tard dans la nuit», affirmera le chef de cabinet de Amar Ghoul.

Notre interlocuteur ne tarira pas d'éloges sur le ministre des Travaux publics qu'il n'hésitera pas à qualifier de véritable «bulldozer» pour, témoignera-t-il, «sa capacité sans pareille à travailler des heures durant sans rechigner à l'effort».

Le proche collaborateur d'Amar Ghoul affirmera qu'il arrive à ce dernier de faire des crochets furtifs, le matin et au milieu de la journée, au siège du parti, le temps d'une réunion ou d'une rencontre avec les délégués locaux du TAJ qui affluent quotidiennement en prévision du congrès constitutif du parti qui démarre ce jeudi.

Il en est presque de même pour Amara Benyounès dont il s'agit d'un come-back au gouvernement après un retrait d'une dizaine d'années. Un proche collaborateur à lui reconnaîtra que le patron du MPA se fait quelque peu désirer au siège du parti ces derniers jours, lui qui, dira-t-il, «multiplie réunion sur réunion pour mieux s'imprégner de la réalité du secteur dont il a la charge».

Photo : Samir Sid

Amara Benyounès n'oublie jamais de se rendre à son bureau de chef de parti.

Et de préciser que le ministre de l'Environnement n'oublie jamais de se rendre à son bureau de chef de parti en toute fin de journée et ne le quitte presque jamais durant le week-end à l'effet de se consacrer à la préparation des prochaines élections locales à l'occasion desquelles le parti compte créer l'exploit de se présenter dans toutes les wilayas et les communes du pays.

Agenda presque similaire pour le patron du PLJ dont les nouvelles charges de ministre de la Communication ne semblent pas trop chambouler. Le chargé de la communication au sein du parti, notre confrère Mustapha Hemissi, affirmera qu'il n'y a pas eu de changement notable dans l'activité journalière de Mohand-Oussaïd Belaïd.

«Le PLJ n'est pas une administration et la presque totalité des membres de sa direction exercent ailleurs. Nous nous arrangeons comme nous pouvons pour nous voir en fin de journée, non sans relever que pour l'essentiel, les activités du parti interviennent le week-end, comme pour le reste de la classe politique nationale.»

Pour le tout jeune secrétaire général de l'ANR, les missions de secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, se font déjà sentir. Mais Belkacem Sahli affirmera s'accommoder avec cette nouvelle donne sans trop de tracas.

«Au niveau du siège national du parti, il y a chaque jour un secrétaire national de permanence et quand la nécessité le dicte, nous nous rencontrons en toute fin de journée, à partir de 18h.»

Notre interlocuteur soutiendra, comme d'ailleurs le reste de ses compères ministres-chefs de partis, que l'essentiel des activités de l'«ANR est concentré durant le week-end».

M. K.

AVANCÉE DE LA CORRUPTION DANS LA SOCIÉTÉ

Constat accablant du ministre de la Justice

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, a présidé, hier, la session ordinaire du Conseil supérieur de la magistrature. Mohamed Charfi, dont c'est la première sortie publique, a dressé un constat accablant de l'avancée de la corruption dans la société et au sein même du corps de la magistrature.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Vérités, engagement et émotion. Ce sont là les maîtres-mots du discours prononcé par le ministre de la Justice devant les membres du Conseil supérieur de la magistrature, réunis, hier, au siège de la Cour suprême.

Neuf ans, presque jour pour jour, après avoir quitté précipitamment le gouvernement, Mohamed Charfi a dressé un véritable réquisitoire contre la corruption.

«Les atteintes au plein exercice de la citoyenneté peuvent avoir des causes variables et revêtir des formes multiples. Mais, aujourd'hui, il apparaît clairement que la cause première en est cette corruption métastasique qui risque de gangrener le tissu social, de dénaturer l'effort d'édification de l'Etat de droit, de pervertir le fonctionnement de l'économie nationale, de ronger les liens des citoyens avec les représentants de l'Etat et pourrait même, s'il n'y est pas mis un frein, menacer les relations entre eux et mettre, ainsi, en péril la paix sociale», a déclaré, sur un ton solennel, le ministre de la Justice, qui a tenu à ce que la presse assiste à cette cérémonie d'ouverture. Charfi se veut néanmoins optimiste. «Ce sombre tableau ne doit pas nous occulter le fait que si les corrompus et les corrupteurs se rencontrent partout, ne laissant aucun service public immun de ce fléau, il existe, heureusement, en face d'eux une grande partie des cadres de l'Etat, de tous les corps, dont l'attachement aux nobles valeurs de probité autorise de croire que la lutte implacable qui doit être menée contre la corruption aboutira, inéluctablement, à réduire ce fléau. Parmi ces cadres dont peut s'honorer l'Etat, ces milliers de magistrats, de personnels des greffes et des établissements pénitentiaires, dont le credo est de rendre justice dans la crainte du censeur suprême et dans le respect strict de la loi. Ceux-là doivent être encouragés à persévérer dans la voie de la noblesse et de l'honneur», a-t-il indiqué pour rendre hommage aux fonctionnaires de son secteur. Mais Charfi reconnaît que des corrupteurs — qu'il désigne par «les autres» — sont devenus très actifs au sein de la justice algérienne. «Les autres doivent comprendre qu'ils ne peuvent continuer à défier la loi et la morale. Il est toujours temps de se ressaisir, car la lutte contre la corruption n'a de pertinence que si la justice est la première à être immunisée contre ce fléau.» Les mots tonnent dans la salle de conférences de la Cour suprême. Le ministre poursuit son discours en insistant sur la nécessité de protéger «les cadres honnêtes engagés dans la lutte contre la corruption, contre les pressions multiformes qui peuvent les viser dans le but d'affaiblir leur volonté». En faisant référence au principe de «protection», Charfi relève en fait un des points faibles de la loi anticorruption entrée en vigueur en 2006. Un constat qui laisse présager une révision de ce texte législatif. Le successeur de Tayeb Belaïz s'engage à mener un «combat pour la moralisation de l'Etat». Dans la «sérénité». «Bien sûr, il n'y aura pas de chasse aux sorcières car la justice doit toujours être rendue dans la sérénité, mais il y a un engagement des plus hautes autorités à mener ce combat pour la moralisation de l'Etat. La justice a pour rôle constitutionnel d'y apporter sa part et qui est, d'ailleurs, la plus fondamentale.» Après avoir prononcé ces derniers mots et cité un court verset du Coran, Mohamed Charfi, pris par l'émotion, baisse les yeux. Le ministre de la Justice, garde des Sceaux ne peut retenir ses larmes.

Photo : Samir Sid

Charfi s'engage à mener un combat pour la moralisation de l'Etat.

Les journalistes quittent la salle de conférences. Le Conseil supérieur de la magistrature peut enfin tenir sa session ordinaire... la première depuis quatorze mois.

T. H.